



Conférence parlementaire régionale pour la région des Grands Lacs : « Vers une génération sans sida »

KAMPALA, OUGANDA, 23 - 25 OCTOBRE 2008



Les parlementaires de la région des Grands Lacs se sont engagés dans des plans d'action permettant aux députés et à leurs parlements de contribuer à une génération sans sida

La Conférence parlementaire régionale pour la région des Grands Lacs sur le thème « Vers une génération sans sida » a eu pour but de « définir de nouvelles actions parlementaires destinées à combattre le VIH et le sida, en prenant notamment en compte les Orphelins et enfants vulnérables (OEV) ». L'Assemblée Législative de l'Afrique de l'Est (EALA), le Parlement ougandais, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI) et l'AWEPA ont co-organisé cette conférence, qui a rassemblé plus de cent quarante participants. Parmi ceux-ci figuraient des membres de neuf parlements africains et de l'EALA, ainsi que des parlementaires issus de sept parlements européens, des experts internationaux, des organisations internationales, des journalistes et des représentants de l'IAVI et de l'AWEPA.

La conférence a offert aux parlementaires de l'ensemble de la région l'opportunité de confronter leurs expériences à celles de leurs homologues européens. Ils ont notamment débattu, partagé et actualisé leurs Plans d'actions parlementaires nationaux (PAPN) pour les OEV, en privilégiant les thèmes mis en exergue durant la Conférence : la Protection sociale via l'utilisation des transferts sociaux en espèces ; l'Enregistrement des naissances et des décès (END) ; la prévention de la transmission mère-enfant (PTME) ; et ils ont été informés des évolutions dans la recherche d'un vaccin contre le sida. À l'issue de la Conférence, les participants ont émis une Déclaration finale.

Résultats

DÉCLARATION FINALE

Après le suivi des progrès réalisés par les parlements dans la mise en œuvre des PAPN pour les OEV, la Déclaration finale a appelé les parlementaires présents à :

- Distribuer les informations recueillies à l'occasion de la Conférence aux autres parlementaires (notamment le guide de l'AWEPA/UNICEF/ONUSIDA sur l'action en faveur des Orphelins et enfants vulnérables (OEV) intitulé « Ce que les parlementaires peuvent faire contre le VIH/SIDA », et le guide pratique de l'UIP sur le VIH « Agir contre le VIH et le sida ») ;
- Réunir des informations sur l'appui et les soins apportés aux OEV par les gouvernements et les ONG, et conduire des évaluations sur les résultats actuellement obtenus par les réponses gouvernementales aux besoins des OEV ;
- Encourager les partenariats entre parlementaires et citoyens (notamment les enfants et les jeunes) qui vivent avec le VIH, afin de s'assurer de la mise en œuvre des politiques et du respect de l'obligation de rendre compte ;

- Recueillir des informations sur la législation concernant le VIH/sida adoptée dans la région et partager ces informations avec les parlements de la région dans le but d'améliorer cette législation ;
- Débattre d'une série d'actions destinée à accélérer le développement des nouvelles technologies de prévention, telles que les vaccins contre le sida et les microbicides. ●

PLANS D'ACTIONS PARLEMENTAIRES NATIONAUX (PAPN) EN FAVEUR DES OEV

Parmi les exemples d'actions, tirés des différents PAPN en faveur des OEV, figurent des appels aux parlementaires afin qu'ils :

- Lancent un plaidoyer afin qu'une Sous-Commission de la Commission chargée des questions de santé étudie la loi sur la prévention et le contrôle du VIH/sida (Kenya) ;
- Mobilisent, lancent un plaidoyer et fassent pression en faveur de l'actualisation et de l'harmonisation du cadre juridique pour la protection des OEV (Ouganda) ;
- Supervisent le processus de mise en œuvre de la prévention de la transmission mère-enfant (PTME) (Tanzanie) ;

- Adoptent la Loi de protection de l'enfance (Rwanda) ;
- Suivent de près les processus pré-électoraux et électoraux du Parlement des jeunes (Burundi) ;
- Créent une Commission chargée du HIV/sida (République du Congo) ;
- Affectent des fonds aux ministères concernés pour la lutte contre le VIH/sida et la protection des OEV (République démocratique du Congo) ;
- Lancent un plaidoyer en faveur d'une Sous-Commission chargée des questions du VIH/sida et des OEV, rattachée à la Commission chargée de la santé afin d'étudier la Loi sur la protection de l'enfance (Sud Soudan).

Les parlementaires européens ont également formé un groupe de travail et identifié une liste de mesures qu'ils entendent mettre en œuvre dans la lutte contre le VIH et le sida, comme par exemple : la formation de partenariats entre parlements européens et africains, qui permettront de réaliser le suivi des dépenses concernant le VIH et le sida sur une base inter-parlementaire ; et l'organisation d'ateliers dans chaque Parlement européen. ●

Dans la lutte contre le VIH, le leadership et l'action en faveur des enfants sont déterminants, tant que subsisteront de graves risques pour les enfants. Sur le plan mondial, il est estimé que plus de 15 millions d'enfants de moins de 18 ans sont devenus orphelins à cause du sida. Plus de 12 millions d'entre eux vivent en Afrique sub-saharienne, où l'on estime actuellement que 9 % de l'ensemble des enfants a vu au moins l'un de ses parents être emporté par le sida. ●

Préalablement à la Conférence régionale, l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI) et l'AWEPa ont organisé une visite parlementaire sur le site de l'Institut ougandais de recherche sur les virus (UVRI) à Entebbe. L'UVRI participe à la recherche et au développement d'un vaccin contre le VIH, en tant que partie des Nouvelles technologies de prévention (NTP) potentielles. Une délégation de parlementaires a commencé par une visite à l'une des communautés de pêcheurs sur les rives du Lac Victoria, où l'UVRI et l'IAVI ont récemment introduit un projet de

recherche en épidémiologie et sciences sociales sur le VIH. Les parlementaires ont appris qu'au sein des communautés de pêcheurs en Ouganda - pays où l'industrie de la pêche est une importante source pour l'alimentation et l'emploi - la propagation du VIH est cinq fois plus rapide que dans le reste de la population et représente une grave menace pour la survie et l'existence des communautés. La délégation a ensuite rendu visite au complexe de recherches de l'UVRI à Entebbe, où les chercheurs leur ont décrit les types de recherches scientifiques qui y sont conduites. ●

Discours

L'Hon. Abdirahin Haithar Abd, Président de l'Assemblée Législative de l'Afrique de l'Est, a fait observer qu'en dépit de tous les efforts déployés pour lutter contre le VIH, le virus semble poursuivre sa propagation. L'Hon. Abdi a présenté une étude récemment réalisée en Ouganda, qui montre que les nouvelles infections concernent les tranches d'âge des 30-35 ans pour les femmes et des 40-45 pour les hommes, et principalement les hommes mariés. Le rapport attribue l'accélération de la propagation du VIH/sida aux hommes mariés ayant de multiples partenaires sexuels. L'Hon. Abdi a observé qu'« une hausse du nombre d'orphelins et enfants vulnérables en résulte et, en l'absence de mesures efficaces, la survie de toute une génération sera en péril. » Il a exhorté avec force les parlementaires à prendre des mesures aux fins de, par exemple :

- Garantir que toutes les politiques nationales incorporent des composantes HIV/sida qui font partie intégrante d'un programme d'assistance national ;
- Créer des réseaux de collaboration entre parlementaires et organisations de la société civile qui œuvrent dans le domaine du VIH/sida ;
- S'assurer que les messages politiques adressés aux circonscriptions mettent en garde tous les citoyens quant aux dangers du VIH/sida et rappellent le besoin pour chacun de se protéger contre cette maladie ;
- S'assurer que les parlements conçoivent des programmes spéciaux aux fins de prendre soin des OEV du point de vue de l'éducation, de la santé et autres thèmes sociaux ;
- Mener la campagne en donnant l'exemple.

L'Hon. Edward Kiwanuka Ssekandi, Président du parlement de l'Ouganda, a souligné la

nécessité d'une intensification des efforts parlementaires en faveur des OEV. Il a mis en exergue l'expérience de l'Ouganda dans la lutte contre le VIH/sida et observé qu'alors que des accomplissements significatifs ont été obtenus par le passé, la disponibilité de médicaments avait amené une certaine complaisance, aggravant le problème. Le sida a eu des conséquences dévastatrices en Ouganda, notamment la mort de près d'un million de personnes liée au sida et le recul de l'espérance de vie, aujourd'hui inférieure à 50 ans. L'Hon. Ssekandi a appelé à approfondir les recherches sur les tendances et le comportement de l'infection, afin d'identifier le pourquoi des tendances et la façon d'en effectuer le suivi.

Mlle Faith Kisakye, une jeune participante et membre de l'Ariel Children's Club, a partagé avec les participants son témoignage d'enfant séropositive. Elle a évoqué la stigmatisation à laquelle sont confrontés les enfants dans sa situation et la nécessité de groupes de soutien, tel que l'Ariel Children's Club, qui aident les enfants à vivre avec leur séropositivité.

Le Dr. Florence Manguyu, Conseillère principale, Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI), Programmes nationaux et régionaux, a abordé la participation de l'IAVI à des activités de recherche clés pour un vaccin contre le sida, et notamment le travail effectué par les partenaires et les chercheurs, du Nord comme du Sud, dans le domaine des essais d'un vaccin contre le sida. Outre la recherche et les essais sur le vaccin, l'IAVI soutient les actions communautaires dans le domaine de l'éducation, du conseil et de la mobilisation concernant le VIH/sida.

Le Dr. Manguyu a invité les parlementaires à appuyer l'investissement pour la recherche d'un vaccin, et à s'intéresser à la question du caractère abordable et accessible des antirétroviraux.

Le Dr. Karen B. Allen, Représentante adjointe de l'UNICEF en Ouganda, a présenté une vue d'ensemble des problèmes auxquels sont confrontés les enfants vulnérables dans la région des Grands Lacs. Le Dr. Allen a décrit comment, dans des communautés gravement touchées, la nature de l'enfance avait radicalement changé, les enfants y ayant perdu leurs droits fondamentaux à un logement, à la santé et au développement. Elle a appelé les parlementaires à œuvrer pour une génération sans sida ; à garantir l'allocation par les gouvernements d'un minimum de 15 % de l'ensemble des ressources de traitement aux enfants ; et à envisager la modernisation de la législation et sa mise en application afin de rendre obligatoire l'enregistrement des naissances et des décès pour tous les citoyens. ●

PROTECTION SOCIALE POUR LES FAMILLES VULNÉRABLES

Mme Mary Mbuga, Directrice adjointe pour l'Enfance, Ministère de la Promotion féminine, Kenya, a décrit aux participants la réponse efficace apportée par un Programme de transferts sociaux en espèces aux problèmes des OEV au Kenya. En novembre 2004, le gouvernement kenyan et ses partenaires pour le développement ont lancé un programme pilote visant 500 OEV dans trois districts, au titre duquel chaque famille s'est vu attribuer 500 shillings kenyans (environ cinq euros) par mois grâce au financement de l'UNICEF. Aujourd'hui, le gouvernement et ses partenaires ont augmenté le financement du Programme de transferts sociaux en espèces, lequel s'élève désormais à 18,7 millions d'USD pour 2008/2009, et dont bénéficient 65 000 familles pour l'année 2009. ●

Le Dr. Godfrey Esiru, du Ministère de la Santé, Ouganda, a évoqué les jalons posés par l'Ouganda dans le domaine de la Prévention de la transmission mère-enfant (PTME), un programme qui vise à réduire la TME du VIH de 50 % d'ici 2010. Il a expliqué

les stratégies de PTME et rappelé la situation du VIH/sida pédiatriques. Le nombre d'enfants ayant accès au Traitement antirétroviral (TAR) a progressé, tandis que les structures sanitaires qui dispensent un TAR aux enfants se sont également multipliées, passant de 47 à 147. Le programme sauve plus de 12 000 enfants de l'infection et d'un décès dû au VIH. Role of Parliamentarians in the Research and Development of New HIV Prevention Technologies. ●

RÔLE DES PARLEMENTAIRES DANS LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE PRÉVENTION DU VIH

Le **Dr. Pontiano Kaleebu**, Principal investigateur de l'essai IAVI-UVRI conduit à l'Uganda Virus Research Institute, a rappelé dans sa présentation les faits concernant l'épidémie mondiale et nationale, son impact et les défis du développement d'un vaccin contre le sida. Le Dr. Kaleebu a appelé les parlementaires à lancer un plaidoyer en faveur de l'appui politique et financier du développement d'un vaccin contre le sida. Ces efforts doivent inclure : des mesures visant à promouvoir le soutien mondial du développement produit et des partenariats public-privé (PPP), consacrés à des produits de santé spécifiques ; des initiatives destinées à encourager des partenariats efficaces entre chercheurs du Nord et du Sud ; et l'élaboration de plans nationaux concernant le vaccin contre le sida intégrés aux stratégies nationales de lutte contre le sida, notamment le soutien des infrastructures autour des sites d'essais.

Le **Dr. Kihumuro Apuuli**, Directeur général de Commission ougandaise contre le sida, a analysé les motifs du changement dans les progrès accomplis par l'Ouganda dans la lutte contre le sida. Il a observé que des ressources autrefois affectées aux stratégies de prévention avaient été supprimées, dans le but de promouvoir l'élargissement de l'accès aux antirétroviraux gratuits. Toutefois, après cette initiative, seulement 141 000 personnes ont accès aux ARV, sur les 350 000 qui en auraient besoin. Le Dr Apuuli a par conséquent défendu les technologies biomédicales, telles que le vaccin contre le sida, déclarant que « clairement les traitements n'arrêteront pas l'épidémie ». Le Dr. Apuuli a fait état des conclusions d'une étude intitulée « Évaluation des répercussions macroéconomiques du VIH/sida en Ouganda », qui souligne l'impact négatif que le sida aura sur le taux de croissance économique de l'Ouganda, et estime qu'à l'horizon 2025 l'économie du pays sera de 39 % inférieure à ce qu'elle aurait pu être sans les conséquences du sida. ●

ACTION PARLEMENTAIRE EN FAVEUR DES ENFANTS VULNÉRABLES

Le **Dr. Urban Jonsson**, Directeur exécutif de The Owls et ancien Directeur du Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique orientale et australe, a évoqué dans sa présentation des mythes communs autour du VIH/sida, des faits importants concernant ce fléau et qui font aujourd'hui l'objet d'un consensus, la fonction parlementaire ainsi que différentes recommandations pour relever le défi du VIH/sida. Le Dr. Jonsson a déclaré que « le VIH n'est pas un problème de santé, mais sociétal ayant de très graves conséquences sur le plan de la santé. Il appelle rarement une solution commune ; la réponse dépend fortement du contexte. » Il a exhorté les parlementaires à aborder le thème de la sexualité en termes clairs et compréhensibles, afin de s'assurer que les personnes comprennent les aspects de la maladie, à propos de laquelle il ne faut pas se voiler la face. Le Dr. Jonsson a conclu qu'« *il est dans l'intérêt supérieur de l'enfant que ses parents vivent le plus longtemps possible afin de lui éviter la condition d'orphelin. Avoir ses parents en vie relève par conséquent des droits de l'enfant.* » ●

L'**Hon. Chris Baryomunsi**, Membre du parlement de l'Ouganda et de la Commission ougandaise contre le sida, a présenté aux participants le Guide pratique de l'UIP intitulé « Agir contre le VIH et le sida ». Il a abordé les responsabilités parlementaires de contrôle, de législation, de représentation et sur le plan de l'affectation des ressources, rappelant que, dans le cadre de leurs fonctions de leadership, les parlementaires pouvaient introduire des actions clés destinées à relever le défi du VIH/sida. L'Hon. Baryomunsi a examiné les actions à la portée des parlementaires et permettant de briser le silence autour des problèmes du VIH/sida, d'en finir avec l'ignorance et les préjugés, et de mobiliser les ressources au bénéfice des enfants. Il a également rappelé que les parlementaires pouvaient élaborer des lois et des politiques aux fins de protéger les enfants affectés, appuyer la PTME du VIH, exiger des gouvernements qu'ils rendent compte de la tenue de leurs promesses, et

lancer un plaidoyer en faveur de médicaments abordables pour les enfants. ●

REMARQUES DE CLÔTURE

L'**Hon. Syda Bumba**, ancienne ministre de la Femme, du Travail et du Développement social, a affirmé l'urgence de répondre à la détresse des 105 000 enfants âgés de moins de quatorze ans qui vivent avec le HIV/sida en Ouganda. La ministre Bumba a exhorté les parlementaires à édicter des lois, à voter des budgets favorables aux enfants et à exiger des dispensateurs des services, aussi bien dans le secteur public que privé, qu'ils rendent compte des ressources allouées à la prévention et au traitement du VIH. La ministre Bumba a promis le soutien du gouvernement ougandais aux actions parlementaires en faveur de la sécurité et de la survie des millions d'enfants qui nécessitent soins et protection.

Le **Dr. Jan Nico Scholten**, Président de l'AWEPA a attiré l'attention des participants sur les présentations concernant la Protection sociale et l'importance de l'Enregistrement des naissances et des décès pour la protection des droits des OEV. Il a observé qu'en Afrique subsaharienne deux enfants sur trois n'ont pas été enregistrés. En outre, le Dr. Scholten a déclaré que le système de protection sociale doit faire l'objet d'une nouvelle réflexion dans d'autres pays africains. Il a exhorté les parlementaires à mettre en œuvre les PAPAN et à organiser des ateliers nationaux de suivi afin de diffuser les informations sur le VIH/sida et les OEV. ●



L'Hon. Edward Kiwanuka Ssekandi, Président, Parlement de l'Ouganda



L'Hon. Syda Bumba, ministre des Finances et du Développement économique (ancienne ministre de la Femme, du Travail et du Développement social)



À droite : L'Hon. Abdirahin Haithar Abdi, Président, Assemblée Législative de l'Afrique de l'Est

Description du programme

La Conférence régionale de Kampala a apporté un suivi important à la « Conférence parlementaire régionale pour la région des Grands Lacs : Vers l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien contre le VIH et le Sida », qui s'est tenue à Nairobi les 18 et 19 avril 2007. Ce programme régional est appuyé par les Pays-Bas.

La Conférence a également eu lieu dans le contexte du Programme africain bilatéral

entre l'AWEPA et l'Assemblée Législative de l'Afrique de l'Est (EALA). Composée de représentants issus des cinq États-membres de la Communauté de l'Afrique de l'est (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda et Burundi) l'EALA est un organe législatif exerçant des fonctions de contrôle sur tous les sujets qui relèvent de la compétence de la Communauté. Le programme bilatéral AWEPA/EALA est soutenu par le gouvernement irlandais. ●



À propos de l'AWEPA

L'AWEPA est une organisation internationale non gouvernementale qui œuvre en coopération avec les parlements africains au renforcement de la démocratie parlementaire en Afrique, au maintien de l'Afrique à l'ordre du jour politique en Europe, et à la facilitation du dialogue parlementaire euro-africain. Du Sud Soudan à l'Afrique du Sud, l'AWEPA constitue un instrument unique au service d'opérations de démocratisation complexes. Parmi les piliers qui soutiennent le travail de l'AWEPA figurent :

- Une **base rassemblant les compétences de ses adhérents** : plus de 1 500 parlementaires européens, qui consacrent leur vaste expertise à l'apprentissage en équipe avec leurs homologues africains.
- Des **partenariats de long terme** établis avec les collègues parlementaires africains, qui garantissent l'appropriation locale et le respect de l'obligation de rendre compte.
- Une **infrastructure** de points de contacts politiques et parlementaires, qui s'appuie sur 9 bureaux africains et 2 bureaux européens ainsi que sur 25 parlements en Afrique et 28 en Europe, incluant notamment le Parlement panafricain et le Parlement européen. ●

Aller de l'avant

Afin d'apporter une suite à la Conférence parlementaire régionale pour la région des Grands lacs : « Vers une génération sans sida », en 2009, l'AWEPA facilitera des ateliers nationaux de suivi sur le thème de la lutte contre le VIH/sida, en y accordant une place particulière aux problèmes des OEV. Ces ateliers nationaux se dérouleront au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, au Burundi, au Rwanda, en République Démocratique du Congo et en République du Congo, et examineront les versions révisées des Plans d'actions parlementaires nationaux en faveur des OEV, ainsi que les autres apports des différents groupes de travail.

En outre, l'AWEPA a l'intention d'organiser une nouvelle Conférence parlementaire régionale à Kampala lors du second semestre de 2009, qui donnera aux parlementaires de la région l'opportunité d'informer leurs collègues au sujet du travail accompli par les parlementaires dans chaque pays depuis la Conférence de 2008. ●



Buitenlandse Zaken
Ontwikkelings
samenwerking



Pour d'autres informations :

Veuillez consulter la section « Projets » à l'adresse www.awepa.org afin d'obtenir d'autres informations sur la Conférence régionale, et notamment la Déclaration finale, le communiqué de presse et les présentations.

Auteurs Liselot Bloemen, Betty Byanyima
Réviseurs Jeff Balch, Sophia Dawkins
Traducteur Anna Clercq-Roques
Coordination Paulin Ihrskog, Jeniffer Kwarisiima
Photos James Bamuwanye, Agnes Nabasumba, IAVI
Mise en page Lena Shafir, www.shafir-etcetera.com
Impression Jubels bv

AWEPA International, Prins Hendrikkade 48 -G
1012 AC Amsterdam, Pays-Bas
Téléphone +31 20 5245678
Télécopie +31 20 6220130
Courriel amsterdam@awepa.org
<http://www.awepa.org>

AWEPA OUGANDA,
Parliament House, 2nd floor, East wing Room 14,
P.O. Box 7178 Kampala,
Téléphone/ Télécopie +256 414 254947
Courriel awepaug@parliament.go.ug
© AWEPA, 2009